

Transformation de l'agriculture et des métiers des agriculteurs : quelles conséquences pour les organismes de Développement ?

Anne-Charlotte DOCKES (1), *Christèle Couzy (1)*, *Daniel Daridan (2)*, *Sylvain Gallot (3)*, *Pascale Magdelaine (3)*, *Etienne Pilorgé(4)*, *François Raymond (5)*, *Olivier Turquin (6)*, *Jean-Marie Vinatier (7)*, *Philippe Augéard (8)*, *Philippe Dourlens (9)*, *Stéphane Ingrand (10)*

Avec l'appui méthodologique de Pierre Chapuy (11)

(1) **Institut de l'Élevage, 149 rue de Bercy, 75595 Paris cedex 12, anne-charlotte.dockes@inst-elevage.asso.fr**

(2) IFIP

(3) ITAVI

(4) CETIOM

(5) Arvalis-Institut du Végétal

(6) Vivéa

(7) Chambre régionale d'agriculture de Rhône Alpes

(8) Chambre régionale d'agriculture de Bretagne

(9) Consultant

(10) INRA SAD UMR Métafort, Clermont-ferrand

(11) GERPA-CNAM

RESUME

Dans cette communication nous analysons dans un premier temps les transformations en cours des métiers d'agriculteurs. La réalisation puis l'analyse d'une quarantaine d'entretiens semi-directifs approfondis menés auprès d'agriculteurs nous a permis de constater la diversité croissante des modèles de référence qu'ils utilisent pour définir leur métier. A côté des références strictement agricoles, se développent des références à l'entreprise (à son fonctionnement) ainsi qu'au développement d'un projet personnel. Les valeurs de la société globale pénètrent l'agriculture. Six profils de transformation du métier d'agriculteurs ont ainsi été définis, à partir desquels nous avons réalisé un exercice de prospective stratégique sur les conséquences pour la Recherche et le Développement. Nous décrivons notamment cinq scénarios d'avenir pour le contexte de l'agriculture, les agriculteurs et les organismes de Recherche-Développement à l'horizon 2015. Ces scénarios décrivent des futurs possibles décrivant des formes d'agriculture très contrastées dans la forme d'organisation, les finalités, les relations avec le marché, les consommateurs, les citoyens. Il est probable que ces formes d'agriculture soient plutôt amenées à cohabiter qu'à se développer de manière exclusive les unes par rapport aux autres.

Diversity of contexts for agriculture and farmers job transformation. Which consequences for research and extension services ?

SUMMARY

This paper firstly presents the current transformations of the profession of farmer and the consequences of these changes on offer and demand of information, training and advice. We carried out and analysed a survey based on forty in depth interviews of farmers. We validate our hypothesis of an increasing importance for farmers, of the global society values. We point out the diversity of models the farmers use to define their profession. Besides the usual agricultural references, they focus on the "entrepreneur" model or to personal individual project. Farming appears more and more to be a job like any other. Six profiles of farmers were elaborated. Secondly, we present the results of a prospective work : the strategic prospective methods we used and our main findings. In particular we describe 5 scenarios for the future of agriculture, farmers and research or extension organisms, in 2015. These scenarios describe different possibilities for the future, The agriculture of 2015 will be somewhere between these scenarios. They give the farmers and the responsible of organisations tools and ideas to define their strategic orientations.

Mots clés : Métiers d'agriculteurs, Scénarios prospectifs, Métiers du conseil.

Introduction : enquêtes sociologiques et exercice de prospective pour anticiper le changement

Comment les agriculteurs vivent-ils les évolutions de leur environnement économique, social, humain et technique, ces dernières années ? Quelles conséquences cela a-t-il sur la façon dont ils conçoivent leur activité ? Leurs besoins en appui et conseil vont-ils être modifiés ? Il existe un certain nombre de travaux analysant les conséquences des évolutions en cours du point de vue des transformations du métier d'agriculteur (Degrange 2001), et plus exactement sur les façons dont les agriculteurs et leurs partenaires perçoivent ces transformations en cours (Mieville-Ott, 00). Le « grand changement » actuel semble cependant plus analysé du point de vue des pouvoirs publics et des marchés que de celui des professions et des compétences professionnelles (Allaire, 02-2). Les organismes de recherche appliquée et de développement agricole devront accompagner les agriculteurs dans leurs mutations, et devront eux-même transformer leurs métiers et se positionner sur le marché de l'information, de la prescription et du conseil. Ils ont donc besoin de mieux comprendre le contexte dans lequel ils travaillent, comment les agriculteurs perçoivent leur métier, et comment cette perception évoluera à moyen terme. Ils doivent également mieux appréhender la façon dont les différents acteurs de la recherche développement et des filières se positionnent par rapport à ces évolutions et anticiper les transformations probables ou possibles dans le cadre de différents scénarios d'avenir du contexte agricole.

Cet article présente les résultats d'un projet mené conjointement par l'ITAVI, l'ITP, l'ACTA, ARVALIS et l'Institut de l'Elevage, dans le cadre d'un projet de recherche financé par l'enveloppe ACTA - BCRD¹ en collaboration avec les Chambres Régionales d'Agriculture de Bretagne et Rhône-Alpes et l'INRA, et avec l'appui des cabinets Epistème, d'Agri-action, du GERPA de Vivéa et du CNCER.

Une première partie propose un éclairage sur les transformations en cours des métiers des agriculteurs. Il s'appuie sur un travail d'enquête sociologique, réalisé fin 2004-début 2005, auprès d'une quarantaine d'exploitations, en Bretagne et Rhône-Alpes. Les entretiens ont permis d'éclairer la définition du métier et ses composantes ainsi que les compétences et les informations nécessaires pour l'exercice d'une activité agricole. Nous avons cherché à saisir la réalité passée et actuelle ainsi que les changements à venir, pour l'ensemble des domaines énoncés.

Une seconde partie présente les résultats d'un exercice de prospective conduit sur les évolutions possibles du contexte de l'agriculture et sur les adaptations dans ces différents contextes des métiers d'agriculteurs et des organismes de recherche et développement agricole.

1- Le contexte : l'agriculture s'ouvre aux influences du reste de la société

S'il est vain, comme le rappelle Hervieu (2002), de tenter de voir des ruptures à chaque période de l'histoire de l'agriculture dont les évolutions sont constantes, il peut néanmoins être fait mention des changements actuels et par contraste, des principales caractéristiques anciennes, quitte à les caricaturer pour mieux en saisir les différences.

□ Les années 1950-1980 : une citadelle auto-normée, fortement soutenue et régulée

Après la seconde guerre mondiale, le monde agricole se constitue en une sorte de citadelle, à l'écart du reste de la société, avec ses structures propres (santé, enseignement, établissement bancaires ...), ses normes, son organisation professionnelle unifiée (Brives et Atrux 2005). Cette dernière est influente, elle co-gère l'ensemble du dispositif d'encadrement et de soutien de l'Etat et fait l'interface avec le monde extérieur. Mis à part le consensus implicite sur l'objectif nourricier (Lacombe, 99), la société non-agricole se préoccupe peu de la façon dont les agriculteurs s'organisent pour produire. Elle est absente des choix faits par l'agriculture, en particulier quant à l'utilisation du progrès technique. Michel Debatisse parlait d'ailleurs, de révolution silencieuse (CES, 03). Les agriculteurs sont, de plus, majoritaires dans le milieu rural. Même si leur nombre décroît très vite, leur influence politique reste longtemps importante du fait, entre autre, du découpage électoral.

Néanmoins, il faut bien reconnaître que les particularités agricoles sont fortes. L'agriculture est une industrie lourde, du fait des capitaux importants qu'elle nécessite et immobilise, une industrie primaire et familiale. De

¹ intitulé « les transformations du métier des agriculteurs face aux questionnements sociétaux ou éthiques et aux innovations technologiques – conséquences pour la recherche développement. », 2004-2006, coordonné par l'Institut de l'Elevage.

fait, être agriculteur est plus qu'un métier, c'est un mode de vie, une logique patrimoniale, une identité... On est, mais surtout on naît agriculteur. La fusion famille-entreprise est revendiquée. Plusieurs générations parfois, travaillent sur une même exploitation. L'apprentissage du fils, cohabite avec l'activité du père et le coup de main du grand-père. Les mères et grand-mères travaillent elles aussi sur l'exploitation. L'identité de l'individu est fortement associée à son métier, aux réseaux de sociabilité qu'il entretient, aux valeurs générales (importance du travail, indépendance, fierté de produire ...).

Par ailleurs, les agriculteurs, dans les années 50 à 80, vivent dans un monde économique fortement encadré, porté par un projet collectif, celui de produire pour nourrir l'ensemble de la population française. Même si le projet s'est progressivement estompé du fait même de son atteinte, si les règles du jeu ont considérablement évolué (PAC, quotas ...), celles-ci ont continué de s'établir de façon régulée et pérenne. Le syndicalisme agricole promeut le modèle de l'exploitation familiale, en couple, modernisée et technique, avec investissements lourds, remembrement, encadrement ... L'amélioration du revenu est possible voire effective, principalement par l'agrandissement, par l'accroissement des volumes puis par celui de la productivité.

Parallèlement, dans les années 1950 à 1980, les activités de recherche développement fonctionnaient selon un modèle « colbertien », la recherche publique produisait des connaissances, les Instituts techniques les adaptaient, et les transféraient aux organismes de développement. La légitimité scientifique et sociale des innovations paraissait claire pour tous les acteurs. Ce modèle, qui a accompagné la modernisation de l'agriculture française s'est aujourd'hui fortement diversifié et complexifié, en parallèle avec la complexification de l'agriculture (Aggeri et al, 98).

□ ***Depuis les années 90 : un monde agricole devenu minoritaire, fortement questionné par la société, dans un contexte économique incertain***

Progressivement, l'Etat, l'Europe, diminuent le soutien à l'agriculture (CE, 99) et l'économie de marché joue un rôle de plus en plus important. L'agriculture n'est plus le secteur stratégique qu'elle était dans les décennies précédentes. Les perspectives peuvent paraître plus incertaines. Au modèle dominant de l'exploitation familiale, se substitue celui de l'entreprise agricole, réactive, dynamique. L'amélioration du revenu est liée à l'optimisation des marges, à la recherche de valeur ajoutée, dans un contexte réglementaire plus complexe. En interne, la profession agricole est divisée et la cogestion remise en question. L'individualisation des producteurs progresse en particulier par les nouvelles exigences (traçabilité, contractualisation ...).

Parallèlement, les agriculteurs sont devenus une composante démographique et politique minoritaire de la société, d'un actif sur trois en 1946, les agriculteurs sont aujourd'hui 1 sur 30 (CES, 03). Le poids des exploitants, au sein même du monde rural s'est amoindri, quant il n'est pas, là aussi, secondaire. La gestion du patrimoine privé, de l'outil de travail devient gestion de l'espace. L'espace agricole devient un enjeu collectif, interrogé, questionné bien au-delà des cercles agricoles habituels. Plus fortement encore, les agriculteurs en zones péri-urbaines doivent composer avec d'autres, voire perdre la maîtrise de l'espace, des décisions. D'autre part, le consensus nourricier implicite est rejeté et les consommateurs cherchent à peser sur les choix faits par les producteurs. La société a des attentes vis à vis des produits agricoles (coûts, naturalité, praticité ...), des méthodes de production (bien-être animal, environnement ...). L'opinion publique, qui n'a pas vu évoluer l'agriculture, est face à un monde inconnu, qui lui fait peur car il semble échapper au contrôle et stigmatiser le conflit bonne nature / mauvaise technique (Lahlou, 03). Les récentes crises sanitaires ont montré que malgré une amélioration régulière de la qualité « objective » des aliments (Apfelbaum, 98), les inquiétudes semblent s'accroître. Les médias ont largement relayé ces inquiétudes, mais n'en sont probablement pas à l'origine (Mer, 01). Apparemment les citoyens n'attendent pas seulement des réponses techniques (Bonny, 00), mais remettent en cause des pratiques agricoles qui s'affranchissent de plus en plus du territoire (Paillotin, 99). La notion d'agriculture durable, respectueuse de l'environnement, socialement et économiquement viable (Schaller, 93, Landais, 96) semble susceptible de répondre à ces attentes. Aujourd'hui, les agriculteurs sont donc confrontés à de nouvelles exigences et à de nouveaux partenariats, ils sont à la recherche d'un nouveau contrat avec la société (Lacombe, 99) qui se concrétise au travers d'actions locales innovantes (Le Guen, Sigwald 99, Guillaumin et al, 99), et qui induisent des modifications dans leurs façons de faire. Elles concernent notamment : la qualité de l'eau (Farrugia, 00) ou de l'air, l'entretien des territoires et des paysages (Ambroise et al, 00); la qualité et la sécurité sanitaire des aliments, qui est construite socialement autour de filières très diversifiées (de Sainte Marie et al, 95), et qui induit des adaptations plus ou moins grandes des exploitations (Ingrand et al, 00); le bien être animal qui apparaît aujourd'hui plus comme une préoccupation éthique et philosophique que comme une demande sociale (Burgat, 02) et pourrait induire une profonde remise en question de certains systèmes de production

(Larrère C et R, 01) ; l'emploi rural, direct ou induit par l'agriculture (Mathieu, 95) ... La fierté de produire des agriculteurs est ébranlée par la mise en cause de l'opinion publique, fierté déjà amoindrie par l'importance croissante des aides dans leur revenu. Autre conséquence de la réduction du nombre d'agriculteurs, dans certaines zones où ils sont isolés, les réseaux d'échanges entre pairs se distendent voire s'étiolent.

Dans le même temps, les agriculteurs ont à leur disposition de nouveaux outils dans les domaines des sciences du vivant, de la robotisation, de l'agriculture de précision, et de la gestion de l'information. L'adoption de ces innovations techniques pourrait profondément transformer leurs pratiques, leurs partenariats, leurs relations à l'information technique (Meynard et al 2006).

Par ailleurs, les exploitants et leurs proches, eux aussi, ont changé et contribuent à façonner un nouveau visage de l'agriculture (Lémery, 03). Les exigences, les rythmes de la société non agricole, diffusent à l'intérieur des fermes (Dockès et al 05). Le travail des femmes à l'extérieur des exploitations s'est développé très fortement. Les jeunes sont plus formés que leurs aînés et parfois fortement incités par leurs parents à sortir de l'agriculture. Ceux qui s'installent ont, pour une partie d'entre eux, une expérience salariée en dehors de l'exploitation, ce « détour » (Salvi, 05), a une influence importante sur l'exercice de leur métier. La gestion du temps de travail devient une préoccupation forte, renforcée par la diminution de la main d'œuvre sur les exploitations. En effet, les parents prennent leur retraite et cessent de travailler, les frères et sœurs ne sont plus là pour aider. Les mouvements viennent à la fois de l'intérieur et de l'extérieur de la citadelle. Ils touchent l'image de producteur, sa place dans la société, l'organisation de la profession, des marchés ... Certains observateurs parlent même de crise et en particulier de crise d'identité du métier, tant les fondamentaux (sens du travail, relation famille-entreprise ...) sont bouleversés. Crise identitaire exacerbée par l'absence de projet collectif agricole et de reconnaissance sociale (Guillon, 04). La reconnaissance sociale ne peut se faire car l'image de l'agriculture est brouillée et le dialogue équivoque entre société, syndicat et état. Il en ressort doute et perplexité pour les consommateurs (Lopez, 2003) et par rebond, une identification difficile des agriculteurs à cette image.

❑ ***Vers un affaiblissement de l'identité agricole et une ouverture à d'autres modèles de référence ?***

Le constat qui s'impose est donc celui de forces de transformation très offensives par rapport à l'identité collective agricole ancienne. Comment réagissent les agriculteurs face à cela, quelle identité professionnelle construisent-ils, si l'on admet que celle-ci n'est pas donnée une fois pour toute mais qu'elle est interrogée périodiquement par chacun (Kaufmann, 04).

Nous partons de l'hypothèse que l'affaiblissement du monde agricole remet en cause le modèle dominant qui était le sien jusqu'à présent. D'autres modèles, plus attractifs, plus positifs, sont en train de se substituer à lui. Dans ce cadre nous nous interrogeons sur la compatibilité de ces nouveaux modèles avec le métier d'agriculteur. Par ailleurs, nous cherchons à comprendre l'analyse que font les agriculteurs de l'image que leur renvoient les citoyens.

2- Les méthodes de travail utilisées : enquêtes sociologiques et prospective stratégique.

21- Des entretiens approfondis pour accéder aux représentations des agriculteurs

Pour tester notre hypothèse, nous avons réalisé des entretiens auprès d'agriculteurs. Ces entretiens nous ont permis de recueillir des informations sur la trajectoire de l'exploitation, de l'exploitant, sa définition du métier, sa façon de s'informer... L'analyse des images, des termes utilisés nous ont renseigné sur les représentations qui sous-tendent les discours et nous ont aidé à mieux comprendre les cadres de référence, les logiques mobilisées (Kling-Eveillard, 2001).

Nous considérerons les représentations au sens de Jodelet (1989) comme une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et pouvant conduire à l'existence de normes sociales. Pour appréhender ces représentations, nous avons utilisé les méthodes d'entretiens semi-directifs approfondis, individuels ou collectifs (Blanchet et Gotman, 1992), issues des démarches sociologiques et décrites avec précision dans Kling-Eveillard, 2001. Les travaux sur lesquels nous nous basons ont été conduits à partir d'entretiens semi-directifs, laissant à la personne enquêtée la possibilité, d'une part d'exprimer son point de vue en réponse à des questions ouvertes très larges, et d'autre part d'organiser son discours en abordant les différents thèmes dans l'ordre qu'elle souhaite. Il s'agissait d'enquêtes qualitatives.

Nous souhaitons au travers de cette enquête rencontrer des éleveurs susceptibles d'avoir des représentations variées vis à vis du sujet étudié et qui préfigurent la diversité de l'agriculture de demain. Nous avons enquêté durant l'automne 2004 et l'hiver 2005, 40 exploitants différents dans 9 départements et 2 régions (18 en Bretagne, 22 en Rhône-Alpes). Les noms des personnes ont été fournis par les Chambres Régionales d'Agriculture et leurs réseaux. Ils ont été choisis dans les secteurs de production des Instituts Techniques concernés par l'étude, c'est-à-dire l'élevage (avicole, porcine et ruminant), les grandes cultures (céréales, oléagineux) et l'arboriculture pour représenter une diversité maximale dans les façons d'exercer le métier d'agriculteur, sur la base d'une typologie définie au préalable à dire d'experts.

Le guide d'entretien commençait ainsi par aborder l'histoire personnelle, le parcours professionnel de l'exploitant et la description de l'exploitation. Il se poursuivait par des questions plus complexes sur les représentations du métier, les compétences nécessaires, les évolutions passées et futures du métier et des compétences, les différentes facettes de ce métier, les circuits d'information et enfin l'image que les agriculteurs enquêtés pensent que les non agriculteurs ont de leur activité... Nous avons choisi de mettre en œuvre **une analyse littérale dite de contenu** de nos résultats. Elle est définie par Ghiglione et Mathalon (1998) comme l'analyse des propos tenus par les personnes interrogées, par rapport aux objectifs qui ont motivé leur recueil. Il s'agit d'identifier, de décrire et d'analyser les propos tenus. La méthode de dépouillement que nous avons utilisée consiste à découper le contenu des propos recueillis (retranscrits quasiment intégralement), puis à le répartir selon des catégories thématiques (thèmes et sous thèmes) et des catégories d'analyse (rubriques selon lesquelles chaque thème peut être analysé). Cela permet d'abord une analyse transversale du discours, par thème, puis une approche typologique en regroupant les agriculteurs dont le discours et l'univers de pensée se ressemblent, au sens de Darré (1985). Nous proposons ainsi en dernière partie une typologie en 6 profils d'agriculteurs, que nous avons sommairement quantifiés à dire d'experts à l'occasion de réunions de techniciens dans les deux régions d'étude.

22- une démarche participative de prospective stratégique

Les outils et méthodes de la prospective permettent de conduire des réflexions stratégiques. Ils sont mobilisés depuis de nombreuses années, par les groupes industriels ou par des institutions publiques (notamment la DATAR, voir par exemple la revue *Territoires 2030* pour la prospective territoriale). Par contre, ils restent encore peu utilisés dans les organismes de développement agricole. Dans le domaine agricole, l'INRA est l'un des principaux utilisateurs de ces outils, dans le cadre de réflexions qui lui sont propres (voir notamment le travail « INRA 2020 », Hervieu et al 2003). Le sénat a également conduit des travaux récents de prospective agricole, au terme de 2050 (Emorin 2007). Dans le domaine des entreprises de l'amont des filières agricoles, le cercle de prospective piloté par BASF a conduit de nombreux travaux, notamment sur les conséquences de l'émergence des exigences environnementales (Chapuy et al 1999).

La prospective considère (Godet 1997 et 2007):

- que le futur n'est ni totalement prévisible ni totalement certain, qu'il existe plusieurs futurs possibles plus ou moins probables et plus ou moins souhaitables,
- et que la construction de l'avenir ne dépend pas seulement du hasard et de la nécessité, mais aussi de la volonté des différents acteurs. Permettre d'agir pour provoquer les changements souhaités (être « proactif ») est une des ambitions de la prospective.

En raison de nos objectifs méthodologiques, nous avons fait le choix de nous appuyer sur la méthode et les outils de prospective stratégique développés par Michel Godet et le CNAM (voir Godet 1997 et 2007). Nous avons bénéficié de l'appui méthodologique de Pierre Chapuy du GERPA, consultant en prospective. Il a réalisé de nombreux travaux sur les thèmes des relations entre agriculture et environnement et du développement durable (Chapuy 1988, 1999). Cette méthode propose une série d'outils qu'il s'agit de mettre en œuvre en fonction des objectifs poursuivis.

Une méthode participative et dans la durée

L'un des points clés de la méthode retenue est le recours à une démarche participative impliquant des acteurs d'origine diverse ayant un rôle dans le système que l'on cherche à étudier (Moulsu 2004).

Nous avons ainsi impliqué des acteurs diversifiés, de trois manières différentes :

- un groupe de travail constitué des organismes signataires de cet article, qui a conduit les travaux en direct et s'est réuni à 7 reprises au cours de l'année 2005-2006 ;
- l'INRA (Gilles Allaire et Stéphane Ingrand notamment), les coopératives agricoles (François Hallépée, Jean-Pierre Tillon), les Centres d'Economie Rurale (Marc Varchavski), l'ACTA (Alain Mouchart) se sont associés à certains séminaires de travail et ont relu et critiqué les travaux du groupe ;

- une enquête à laquelle ont répondu 180 agriculteurs et acteurs des organismes de recherche, de développement et des filières a été réalisée pour recueillir des avis plus diversifiés avant la construction des scénarios.

Les quatre étapes de la démarche

Nous avons commencé par **une analyse du système** à étudier. Avant d'anticiper sur les futurs possibles, il s'agit en effet de comprendre le présent et d'identifier les principaux facteurs de changement. Nous avons défini plusieurs domaines :

- **des éléments de contexte** économique et social, des filières, des politiques agricoles ;
- **des éléments « internes »** sur lesquels portent plus précisément nos travaux. Ils interagissent entre eux et avec les éléments de contexte que sont les métiers d'agriculteurs, de la recherche et du développement. Les métiers d'agriculteurs ont d'ailleurs été étudiés de manière approfondie dans une première partie de notre travail (Couzy et Dockès 2007).

A l'issue de cette première étape, une quinzaine de « fiches facteurs » ont été rédigées. Elle décrivent chacun des facteurs clés susceptibles d'influencer l'évolution de notre système.

Nous avons ensuite réalisé une analyse du **jeu des acteurs** impliqués dans notre système en utilisant la méthode MACTOR (Godet 1997, Chapuy et Monti 1998). Cette méthode cherche à apprécier l'influence des principaux acteurs les uns sur les autres ainsi que le positionnement des principaux acteurs par rapport à différents objectifs. Elle s'appuie sur la description des acteurs concernés (nous avons ainsi rédigé une dizaine de « fiches acteurs ») et sur la définition des principaux objectifs de chaque acteur. La méthode MACTOR consiste de fait, à se poser deux questions :

- Quels sont les moyens d'action ou le pouvoir des acteurs les uns sur les autres ?
- Par rapport aux différents objectifs, quelles sont les positions respectives des acteurs ?

La réponse à ces questions se fait par le remplissage de 2 matrices qui permettent de hiérarchiser les influences réciproques entre acteurs et leur mobilisation sur les différents objectifs.

Nous avons ensuite élaboré un **questionnaire prospectif (projection à 2015)**, pour comprendre comment les acteurs concernés par notre question de recherche voient l'avenir de l'agriculture, des agriculteurs et des organismes de recherche et de développement. Le questionnaire a été diffusé à un échantillon de 250 personnes parmi les différents types d'acteurs que nous souhaitions interroger. L'objectif du questionnaire était d'identifier les différentes visions du futur, présentes selon les acteurs. Nous avons en effet fait l'hypothèse que tous n'auraient pas la même vision des futurs probables et que cela nous permettrait de décrire différents scénarios d'avenir contrastés et susceptibles d'avoir des conséquences sur les profils d'agriculteurs, sur leurs attentes et besoins en matière d'information et de conseil, et sur l'offre qui pourrait leur être proposée dans ce domaine.

La méthode retenue, décrite dans Godet 1997, est celle des abaquages de Régnier qui s'appuie sur l'envoi d'un questionnaire à un groupe d'experts, et fait appel à leur jugement intuitif sur un certain nombre de questions d'avenir. L'idée est de recueillir leur opinion par rapport à des affirmations, selon une échelle en 7 niveaux qui traduit la hiérarchisation possible entre « je pense que c'est très improbable » et « je pense que c'est très probable », en passant par « j'ai un avis partagé » ou « je ne connais pas le sujet ».

Le questionnaire, a été conduit à partir de la description des facteurs déterminants de l'avenir et de l'analyse du jeu d'acteurs qui avaient été conduites au préalable. Le groupe de projet a ainsi formalisé 41 affirmations dont voici quelques exemples :

1. *En 2015, la part des produits du « terroir » et/ou « biologiques » aura très fortement augmenté dans la consommation.*
9. *En 2015, au moins 20% du carburant utilisé dans les voitures en Europe sera fourni par l'agriculture.*
25. *En 2015, les agriculteurs prendront 5 semaines de vacances par an.*
37. *En 2015, tout le conseil individuel sera facturé aux agriculteurs.*

Enfin, nous avons construit des scénarios d'avenir, visions contrastées et cohérentes du futur, à l'aide de la méthode de l'analyse morphologique (Godet 1997 et 2000). Nous avons ainsi défini à partir des résultats des étapes précédentes, les dimensions importantes à prendre en compte dans notre analyse. Puis pour chaque dimension, les différentes **hypothèses vraisemblables envisageables** à l'horizon 2015. Les scénarios ont alors été construits en associant ces hypothèses en combinaisons **pertinentes, cohérentes et contrastées**.

3- Principaux résultats de la phase sociologique

31- Eléments transversaux

Différents cadres de référence

A les écouter, les agriculteurs rencontrés n'ont pas tous le même métier, loin s'en faut. Si l'on s'attache à analyser la définition qu'ils nous en donnent, 3 groupes apparaissent. Les deux premiers situent sans ambiguïté leur métier par rapport à un modèle existant, socialement défini, soit agricole : « *Mon métier, ça dépend, c'est agriculteur, éleveur, peut être plus éleveur* » ; soit entrepreneurial : « *Pour moi, être agricultrice, c'est un vrai métier. C'est être chef d'entreprise* ». Une fraction plus restreinte d'exploitants ne peut pas ou ne souhaite pas être définie par les modèles existants. Ils mobilisent à la fois des références personnelles et sociales, pour présenter un métier qu'ils ont souvent modelé selon leur projet.

L'installation est souvent un choix

L'installation est un choix complexe car il fait intervenir des facteurs à la fois individuels, familiaux et sociaux. Dans notre échantillon, plus de la moitié des agriculteurs a eu une démarche volontaire, positive quant à leur installation. D'autres ne se sont pas réellement posé de question ou ont vu les événements intervenir fortement dans leur décision (chômage, décès, maladie...) qui ont soit précipité soit en partie contraint leur installation.

Ce qu'ils aiment dans leur métier

L'autonomie, la liberté sont plébiscitées par la quasi totalité des agriculteurs... Il s'agit à la fois de la liberté d'organisation, de la liberté d'inventer, d'innover et de la liberté de décision.

Le sentiment de **maîtrise** possible qui résulte de la dimension technique est souvent présenté comme un élément central de la satisfaction : « *c'est valorisant, car il y a le résultat du travail. Même si le travail physique est fatiguant, il y a la satisfaction* ».

Le **lien au vivant, à l'animal**, est fortement mis en avant par les agriculteurs qui l'associent souvent à une certaine humilité devant la nature voire, pour quelques uns, à une conscience des enjeux planétaires. Ce lien au vivant est principalement vrai pour ceux qui s'identifient aux métiers agricoles ou qui vivent leur propres projets : « *Pour mes frères et moi, c'est avant tout la passion de la nature. On vit au rythme des plantes et des animaux. On ne se sent pas comme des chefs d'entreprise* ». Pour les autres, l'approche est moins sensible, moins précise, ils valorisent plutôt le fait de travailler à l'extérieur, voire signifient que cet aspect est secondaire.

Pour la plupart des agriculteurs, la **variété des tâches** qu'ils ont à accomplir est un aspect motivant de leur métier : « *C'est varié, on fait tous les métiers. Il faut être manuel, mais aussi intellectuel. Il faut faire travailler ses mains et sa tête* ».

Ce qu'ils apprécient le moins dans leur métier

Si presque tous se plaignent des aléas climatiques et de la charge administrative, les autres contraintes du métier ne font pas l'unanimité. Certains agriculteurs soulignent avant tout le manque de vacances, de coupures dans leurs activités, alors que d'autres parviennent à l'inverse à se ménager du temps de loisirs et que quelques-uns ne situent pas leurs ambitions dans le domaine de la gestion du temps. Une partie des agriculteurs a le sentiment de ne pas être rémunérée justement en comparaison avec les charges auxquelles ils doivent faire face. Quelques-uns, enfin souffrent de leur image dans le reste de la société, d'autant plus qu'ils ont parfois le sentiment de réaliser de nombreux efforts pour l'améliorer.

Des compétences multiples autour d'un triptyque incontournable

Lorsque nous interrogeons les agriculteurs sur les compétences nécessaires à l'exercice de leur métier, trois compétences de base sont généralement évoquées, hiérarchisées de façon différentes selon les agriculteurs, mais le plus souvent présentes : la maîtrise technique (voire mécanique) ; le goût du vivant ; la gestion de l'économie de l'exploitation.

Au-delà de ce triptyque, une importante diversité de compétences ou d'aptitudes complémentaires est souvent évoquée. Les agriculteurs insistent sur des qualités ou aptitudes humaines que sont le dynamisme, la volonté voire la prise de risque, la capacité à se remettre en question, l'ouverture d'esprit, la créativité... Par ailleurs, sont également énoncées par de nombreux agriculteurs, les compétences en stratégie, communication, commerce, et management. Au final, le nombre de compétences et d'aptitudes à maîtriser est très grand. Pour certains éleveurs, le fait de travailler à plusieurs peut constituer, une solution, voire être une nécessité absolue. A l'avenir, les compétences dans le domaine de l'entreprise semblent devoir prendre de plus en plus d'importance, sans que les autres ne s'estompent pour autant.

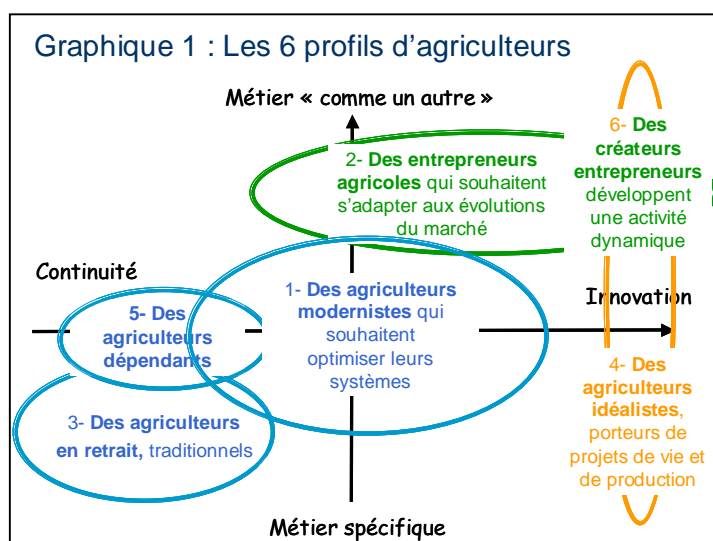
Différents canaux et niveaux d'information

Pour résumer ce que les agriculteurs nous ont dit de leur recherche d'information, il faut distinguer à la fois la nature de l'information qu'ils privilégient dans leur énoncé ainsi que les canaux qu'ils mobilisent (Magne 2005). On peut identifier trois niveaux d'information : l'**information générale**, sorte de veille 'courante' pour la gestion quotidienne, pour connaître l'évolution des marchés, pour échanger sur des pratiques... ; l'**information à visée opérationnelle** qui vise à la résolution de problèmes identifiés par l'agriculteur ou ses partenaires ; l'**information stratégique** qui permet d'anticiper les évolutions à venir, de se préparer, de réfléchir.

Parallèlement, les agriculteurs ont différents canaux pour mobiliser, s'ils le souhaitent, les 3 niveaux d'information. Les canaux se répartissent schématiquement en 2 groupes, l'un dans la sphère technique et professionnelle (réseaux formels ou informels), l'autre dans la sphère économique et sociale (entreprises, consultants parfois).

32- Six façons de concevoir le métier d'agriculteur

Le modèle de référence (agricole, d'entreprise ou personnel), ainsi que la logique poursuivie, permettent de différencier six profils différents qui ont été validés et approximativement quantifiés par les techniciens intervenant dans les exploitations des deux régions ayant servi de support à ce travail. Ils s'organisent autour de deux axes définis à partir de l'analyse qualitative du contenu des entretiens comme le montre le graphique 1 ci-dessous :



L'axe horizontal, correspond à deux modes de création identitaire, sans référence particulière à l'agriculture. Le pôle inertie ou tradition, signifie la permanence et la référence au passé, alors que le pôle « innovation et créativité » correspond à un processus de construction où le référent est l'invention, la création.

L'axe vertical correspond à l'univers de pensée, à un modèle de référence pour l'activité, entre un pôle entreprise, où l'activité est une activité « comme les autres » et un pôle agricole où l'activité est vécue comme spécifique, originale et porteuse de valeurs particulières.

Les agriculteurs en retrait : un métier fondé sur la continuité, la référence à la tradition (15 à 25 % des agriculteurs, en nette diminution). Ils se réfèrent avant tout à la tradition, aux façons de faire de leurs parents ou leurs grands-parents. Ils disposent de structures plutôt modestes qu'ils gèrent en autonomie, en se méfiant des conseils qui viennent des entreprises ou des structures de développement : « *Non ça a très peu changé, je fais comme faisait mon père, qui l'avait appris de son père. On va dire pour la fenaison, on a du nouveau matériel, mais c'est le même métier* » (éleveur de 20 bovins allaitants)

Les agriculteurs dépendants : un métier sécurisé par un conseil personnalisé rapproché (de l'ordre de 10% des agriculteurs). Ces agriculteurs, installés plus souvent sans l'avoir vraiment choisi, ne prennent pas de décisions sans l'appui d'un conseiller privilégié, d'une entreprise de collecte, ou du contrôle laitier, qui les soutient dans la gestion quotidienne de leur exploitation. Ils recherchent la sécurité plutôt que le changement : « *C'est le technicien qui m'a formée, je ne connaissais rien aux veaux. Il est dans nos âges, il s'occupe aussi des primes, il arrange tout, il passe 2 fois par semaine* » (400 places de veaux, 12 ha, seule).

Les agriculteurs modernistes : un métier de producteur, en phase avec les valeurs de l'agriculture, qui intègre l'économie (30 à 50% des agriculteurs aujourd'hui, en diminution probable au cours des 10 prochaines années). Ces agriculteurs, se définissent au travers de ce métier, mais en précisant qu'ils en ont une vision moderne, et qu'ils cherchent à s'adapter à l'évolution du contexte dans lequel ils exercent. Ils apprécient l'autonomie de décision, tout en s'entourant de nombreux conseils, et le travail en contact avec la nature : « *Pour mes frères et moi, c'est avant tout la passion de la nature. On vit au rythme des plantes et des animaux. On ne se sent pas comme des chefs d'entreprise* » (90 Vaches Laitières, 100 ha, GAEC trois frères).

Les entrepreneurs agricoles : un métier centré sur l'adaptation aux marchés, proche des standards de la vie non agricole (10 à 20% des agriculteurs, en augmentation). Ils se comparent au modèle précis du chef d'entreprise, dont les valeurs sont omniprésentes dans l'analyse de leur métier et des marchés. Il s'agit d'être performant, de s'adapter à la demande des clients, d'avoir des compétences commerciales et managériales, d'être capable de prendre des risques : « *Produire pour produire, c'est fini, il faut produire pour vendre. Moi, j'avance, je prends des risques jusqu'au jour où ça casse...* » (volailles fermière, Vaches Laitières, veaux de lait)

Les créateurs entrepreneurs : un métier qui permet d'exprimer une idée originale et de développer une activité dynamique (moins de 10% des agriculteurs d'aujourd'hui, en augmentation potentielle). Ils ont à cœur de concevoir et de développer un projet personnel, innovant, à l'écart des schémas préexistants et dépassant le cadre strict de l'activité agricole. Ils recherchent la performance économique et l'innovation et sont prêts à changer de métier pour s'adapter en permanence au contexte et à leurs ambitions : « *Parmi mes collègues, il y a beaucoup trop de conservatisme. Il y a une sacralisation du métier, mais ce n'est plus un métier sacré...* » (père et fils pluri-actifs : salarié de silo, entretien d'espaces verts, 100 ha de céréales).

Les agriculteurs porteurs de projets personnels : une activité agricole sur mesure, fortement maîtrisée et en cohérence avec des aspirations personnelles (5 à 15 % des agriculteurs). Ils sont moins souvent issus du milieu agricole que dans les autres types. Ils ont avant tout monté un projet personnel, en phase avec leurs convictions, leur conception de la vie. Ils sont le plus souvent en relation directe avec le public, et mettent en avant d'abord les qualités personnelles nécessaires à l'exercice de leur métier. Ils privilégient des projets de dimension modeste et familiale, préservant leur équilibre de vie, ce qui les différencie du groupe précédent, plus entrepreneur et à la recherche de réalisations importantes : « *Il y a un équilibre entre les activités familiales et professionnelles. J'essaye de me mettre des règles assez strictes, même si ce n'est pas facile, tout est imbriqué dans le projet, l'exploitation, la famille* » (30 ha céréales, légumes, tressage de paille, vente directe collective, couple pluri-actif).

4- Principaux résultats de la phase prospective

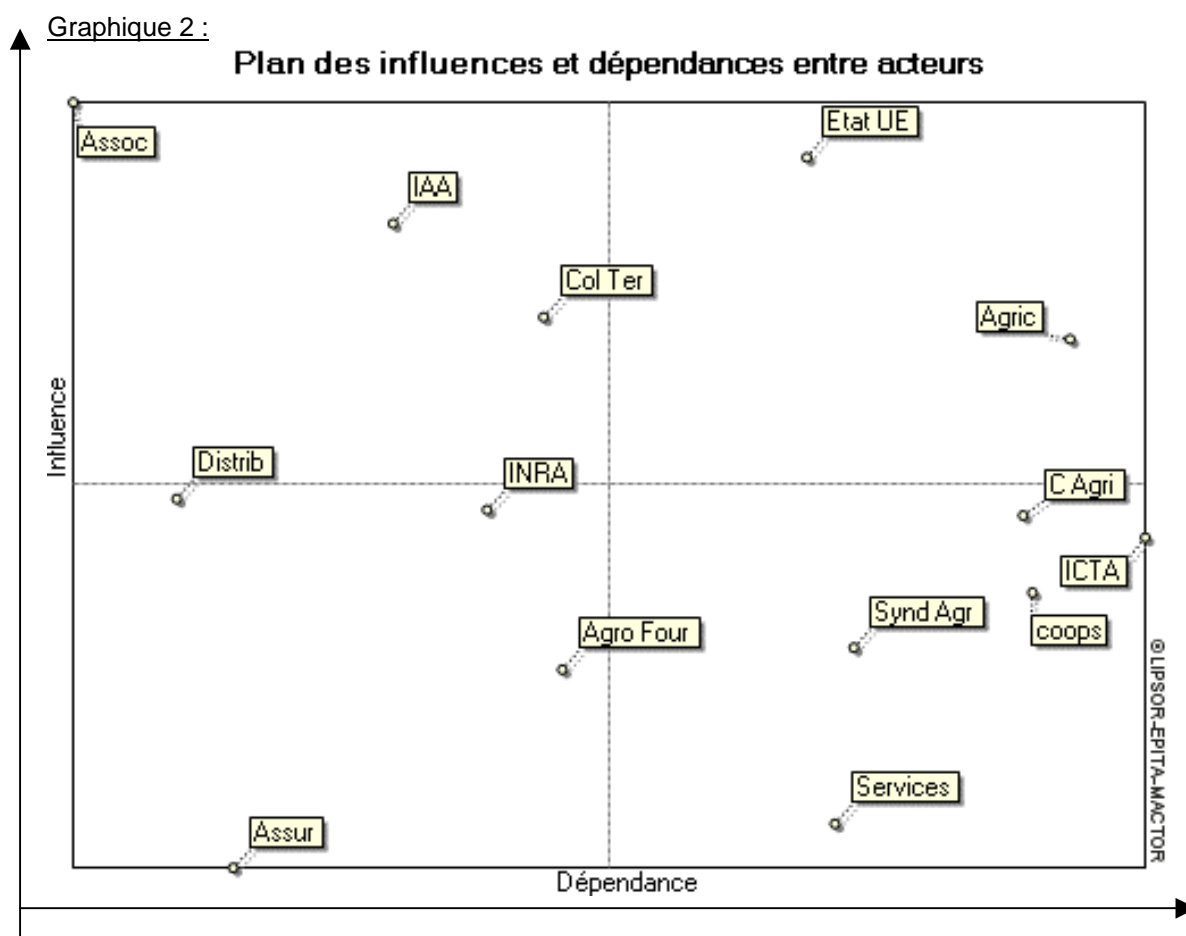
41- L'analyse du jeu d'acteurs montre que la recherche et le développement sont plutôt dépendants et à influence limitée sur le système d'acteurs

Nous avons retenu et analysé pour notre exercice la liste d'acteurs suivante (*l'étiquette permettant de les repérer sur le graphique 2 est indiquée en italique*) :

1. Les agriculteurs (en tant que groupe social, malgré leur diversité) - *Agric*
2. Les syndicats agricoles - *Synd Agric*
3. Les associations de citoyens et consommateurs (et plus globalement « l'opinion publique ») - *Assoc*
4. L'Etat et l'Europe (dans leur rôle « régalien ») – *Etat UE*
5. Les collectivités territoriales – *Col ter*
6. Les organismes de recherche publique - *INRA*
7. Les Instituts et Centres Techniques Agricoles - *ICTA*
8. Les chambres d'agriculture - *C Agric*
9. Les organismes de service aux agriculteurs, associatifs ou privés (Centres de Gestion, Contrôles de performance ...) - *Services*
10. Les grandes entreprises de l'agro-fourriture - *Agro Four*
11. Les industries agro-alimentaires - *IAA*
12. les coopératives ou négoce de collecte et d'approvisionnement – *Coops*
13. La grande distribution (et RHF) - *Distrib*
14. Les assurances et banques - *Assur*

Nous avons ensuite estimé à partir de l'expertise du groupe de travail le niveau d'influence que chaque acteur exerçait sur chacun des autres et positionné ces éléments sur le graphique 2 ci-dessous. Il permet de

visualiser en abscisse la dépendance d'un acteur vis à vis de l'ensemble des autres et en ordonnée l'influence des acteurs entre eux.



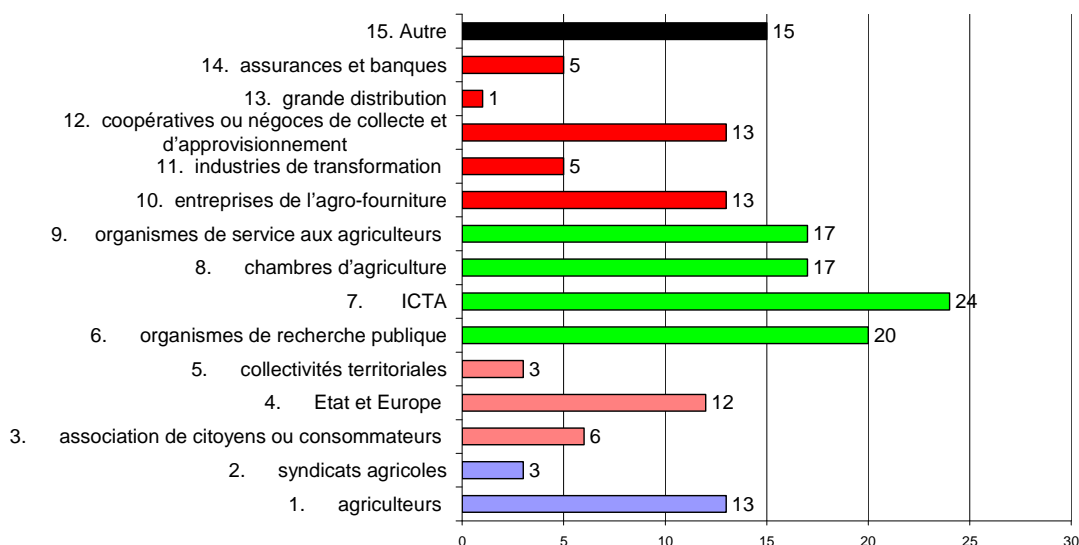
On constate que les acteurs directs de la recherche et du développement, qui sont les acteurs pour lesquels cet exercice est conduit, sont relativement dépendants et moyennement influents dans notre système. Les organismes de services étant dans une position de forte indépendance. Les associations et les acteurs d'aval des filières sont plutôt en position dominante (influente et peu dépendante). Les pouvoirs publics sont à la fois très influents et très dépendants.

42- Le questionnaire prospectif met en évidence des visions contrastées de l'agriculture

Nous avons recueilli 169 réponses au questionnaire « abaques de Reignier » auprès des représentants des différents acteurs que nous avons retenus (voir graphique 3 ci-dessous). Les acteurs des organismes de recherche et de développement, directement impliqués dans le travail sont sur représentés dans les réponses, mais notre objectif n'était pas de veiller à un équilibre statistique mais de recueillir une diversité de points de vue pour balayer les futurs possibles pour construire des scénarios. Nous avons en outre une diversité correcte dans les filières d'origine des personnes ayant répondu (grandes cultures, élevage de ruminants, élevage de granivores notamment).

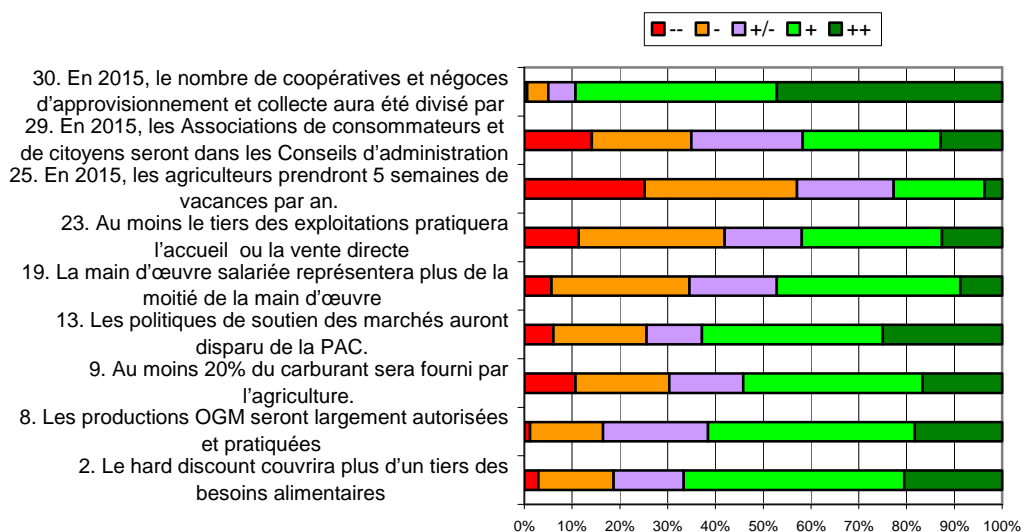
Graphique 3 : L'échantillon des personnes enquêtées.

169 enquêtes, tous les acteurs représentés



Le graphique 4 présente les réponses à un échantillon des 41 questions posées, sachant que l'analyse prend en compte à la fois la réponse au questionnaire et le commentaire, souvent très riche qui l'accompagnait.

graphique 4 : Abaques de Reignier : Réponse à quelques questions



Une première série de questions portaient sur le **contexte général de l'agriculture** : marchés, politiques agricoles, comportements des consommateurs. Les principaux résultats montrent trois visions relativement contrastées:

- une vision tendancielle d'un contexte économique plutôt libéral, avec une importance modérée accordée par nos concitoyens à l'agriculture, une demande réelle mais modérée de protection de l'environnement, des importations, un coût de l'énergie plutôt en hausse, des aides aux agriculteurs non liées aux marchés, mais n'ayant pas disparu ;
- une vision accordant plus d'importance au développement durable, où nos concitoyens seraient plus attentifs à l'environnement, à la qualité de leur alimentation, ou les aides seraient pleinement orientées dans cette direction, quitte à ne plus chercher à exporter hors de l'Europe (sauf quelques produits haut de gamme) ;
- une vision de retour au productivisme pour répondre aux besoins alimentaires et énergétiques européens et mondiaux.

Une seconde série de question portait sur **les agriculteurs**, l'évolution de leurs exploitations et de leurs aspirations. Une tendance lourde semble se dégager : à la professionnalisation et l'agrandissement des exploitations, à l'amélioration du niveau de formation des agriculteurs, à la prise en compte d'exigences environnementales, au recours aux assurances individuelles revenu ...

Néanmoins, à côté de ces entreprises spécialisées, on envisage volontiers dans certaines régions au moins, le maintien voire le développement de structures plus diversifiées, tournées vers la réponse aux différentes attentes de la société, la transformation et ou l'accueil.

Le dernier chapitre abordait les aspects institutionnels et le rôle des différents organismes de recherche et de développement. Ces aspects ont suscité moins d'intérêt et plus d'incertitude que les précédents chez les personnes qui n'étaient pas directement concernées. Une tendance aux regroupements d'organismes et à l'ouverture à différentes attentes sociales se dessine, mais avec une ampleur controversée, et difficile à estimer selon les personnes qui nous ont répondu.

43. La construction de 5 scénarios contrastés pour l'avenir des agriculteurs et des organismes de recherche et de développement agricole.

L'analyse des réponses au questionnaire a mis en évidence des questions portant consensus et d'autres portant débats, représentatives de facteurs d'incertitude. Ces derniers ont été privilégiés afin d'imaginer des scénarios contrastés différents pour l'avenir de l'agriculture, des agriculteurs et des organismes qui les accompagnent. Chaque facteur a été décomposé en deux modalités d'évolutions opposées.

Les citoyens : deux hypothèses ont été retenues, suivant le degré de soutien que la société accorde à son agriculture. Celui-ci sera élevé ou déclinant, c'est à dire une indifférence croissante accompagnée d'une diminution du soutien politique à l'agriculture.

Les consommateurs : certains déterminants de la consommation suivent des tendances lourdes comme l'importance des premiers prix, la consommation occasionnelle de produits de qualité supérieure...). Néanmoins, deux modèles globaux peuvent être distingués pour caractériser la consommation :

- un modèle de type « anglo-saxon », plutôt orienté vers des produits industriels, bardés de garantie, qui pourront être de grande consommation ou destinés à des marchés segmentés ;
- un modèle « latin », où la segmentation laisse une place plus importante aux produits de terroirs et de proximité.

L'environnement : il paraît inéluctable que les normes et règlements concernant l'environnement se développent. Une première option reprend la poursuite de la tendance actuelle, au même rythme, alors qu'une seconde envisage un durcissement très rapide et plus important, faisant suite probablement à une série de crises mal gérées (dans le domaine des pesticides ou du partage de l'eau par exemple).

Sciences et techniques : une première hypothèse suppose que les citoyens acceptent les innovations scientifiques (OGM, robotique...), mais plutôt sous la contrainte de la compétitivité mondiale. Dans la seconde option, la méfiance vis-à-vis de la science domine.

L'énergie : une option générale a été retenue, pour tous les scénarios, concernant une croissance « modérée » du prix de l'énergie. Une hypothèse de rupture forte a été envisagée, avec un prix du pétrole à 150 dollars le baril, afin d'explorer les enjeux d'une telle situation qui aurait des effets multiples (offre, demande, technologies, pratiques agricoles...) sur le système étudié.

Les marchés - la PAC : deux options ont été envisagées. L'une consiste en un « libéralisme accéléré, à l'OMC et dans la PAC », ayant pour conséquence, avant 2013, une baisse importante des soutiens, couplée à une ouverture rapide des marchés européens. L'autre, mise sur un relatif maintien des niveaux d'aides (en érosion, mais ne baissant pas très fortement), couplé à des marchés qui ne s'ouvrent pas très vite et à des exigences environnementales accrues. Les aides sont alors conditionnées au respect de règles strictes dans ce domaine.

Pour les coopératives et les entreprises, dans un contexte de forte concentration des structures, deux comportements sont envisageables. L'un, proactif, aboutit à créer quelques groupes de taille mondiale, culturellement proches du monde agricole. Dans l'autre, plus réactif, les acteurs français perdent progressivement des parts de marché relativement à de grands concurrents, par défaut d'adaptation aux échelles européenne et mondiale des enjeux de la compétition sur les marchés des produits agricoles et alimentaires.

Au niveau des logiques d'organisation des agriculteurs, elles se répartissent entre des démarches collectives proactives ou individuelles. La première développe des normes professionnelles comme les Chartes ou l'agriculture raisonnée. La seconde voit les agriculteurs s'inscrire dans des normes industrielles pilotées par les entreprises, avec un recul voire une disparition des normes collectives.

Au niveau des modèles d'agriculteurs promus par la profession et les pouvoirs publics, deux options se distinguent. Elles ne sont pas antinomiques mais distinguent néanmoins, un modèle d'entreprises, avec des salariés et un modèle à responsabilité familiale, plus associatif pour gérer les risques et l'amélioration des conditions de travail.

La représentation professionnelle pourrait être soit unitaire, avec des accords sur les grands principes à défendre ou une majorité clairement établie, soit éclatée, sans majorité et/ou avec des divergences très fortes à propos des modèles promus et des actions mises en place.

Pour le monde de la recherche, deux alternatives sont envisageables pour l'INRA :

- soit l'Institut se tourne très fortement vers les activités de recherche fondamentale et les questions sociétales et désinvestit la recherche appliquée ;
- soit il conserve une partie de ses activités touchant le domaine appliqué et le développement, et garde un regard « agricole » sur les évolutions.

Pour le conseil, les deux options qui se dessinent sont une évolution vers un conseil individuel, très majoritairement marchand, ou le maintien d'une organisation collective.

Ces alternatives ont servi de base à la formalisation de scénarios contrastés, au sein desquels ont été analysées les perspectives d'évolution des agriculteurs et des organismes de recherche et de développement.

Ils sont diversifiés, mais vraisemblables, cohérents et pertinents, afin de pouvoir réfléchir par la suite aux attentes des agriculteurs en matière d'information et de conseil et aux réponses que pourront leur proposer les organismes de développement.

Par ailleurs, ils explorent des situations assez contrastées pour couvrir un certain nombre de questions que l'on peut se poser globalement, du genre (comme le dit H. de Jouvenel « *What if* » : que se passe-t-il si ? Comment l'histoire se développe-t-elle ? Et que faire si... ? Par exemple :

- si le pétrole est à 150 \$ le baril,
- si un scénario libéral mondial et européen se met en place,
- ...

Les cinq scénarios explorent des interrogations stratégiques majeures du monde agricole. Ils sont donc utiles à la prise de conscience stratégique des acteurs des filières agricoles.

Leurs appellations résument leurs principales caractéristiques :

- scénario "libéral" : il allie une baisse des aides à un mode de consommation normée, de type anglo-saxon ;
- scénario "régulé" : il résulte des efforts d'une profession agricole proactive et de l'intérêt manifesté des consommateurs pour les circuits courts et les produits de terroir ;
- scénario "agriculture de service" : il est piloté par les besoins et demandes des pôles urbains ;
- scénario "agriculture sous contrôle" : dans une ambiance de crise et de méfiance, des règles strictes ont été édictées en matière d'environnement et de sécurité sanitaire ;
- scénario "énergie chère" : l'agriculture s'adapte à un contexte d'énergie chère, dans la durée.

1. L'agriculture libérale : une baisse des aides et un mode de consommation anglo-saxon

Le désintérêt croissant des citoyens envers leur agriculture et la normalisation des produits alimentaires entraînent la baisse des aides agricoles et un mode de consommation anglo-saxon. Le prix devient l'élément prépondérant de choix, sur des marchés libéralisés. Les exploitations et les entreprises des filières se concentrent. Les contraintes de production se renforcent, selon des cahiers des charges pilotés par l'aval (transformation, distribution).

Il reste 150 000 exploitations agricoles, la plupart de grande taille. Les besoins s'expriment dans le domaine commercial, de la gestion d'entreprise, du droit et du management d'unités qui comportent de plus en plus de salariés. Le profil d'agriculteurs entrepreneurs est le plus favorisé dans cette situation. Les agriculteurs modernistes et créateurs entrepreneurs parviennent à s'adapter.

La réduction des crédits publics oriente les structures de R&D vers des financements privés ou interprofessionnels. Leurs travaux sont finalisés, plutôt orientés vers la réduction des coûts et l'amélioration de la performance technique, en réponse aux besoins des entreprises avec qui ils construisent des partenariats. Le conseil est de plus en plus payant et concurrentiel, avec le développement de structures privées. Les organismes se concentrent et ré-orientent leurs travaux vers les actions les plus solvables.

2. L'agriculture régulée : une profession proactive et un intérêt pour les circuits courts et les produits de terroir

Les agriculteurs ont répondu aux attentes de la société. Ils ont fait connaître leur métier et mis en place des chartes de bonnes pratiques. Avec le soutien de l'opinion publique, les aides européennes aux exportations de produits agricoles ont été abolies, mais la protection à l'entrée est restée significative. Les aides directes de la PAC transitent par un second pilier renforcé. La gamme des produits est large et de nombreuses exploitations sont en contact avec le public (produits de terroir, circuits courts, accueil...).

Les exploitations restent nombreuses (300 000) et diversifiées, selon les régions. Leurs besoins aussi, ils portent notamment sur les relations avec le grand public et la communication. Mis à part le profil d'agriculteurs traditionnels et dépendants les autres profils parviennent à se maintenir dans leur diversité.

Cette situation est favorable au maintien des organismes aux niveaux national et régional, ainsi que des compétences concernant les aspects techniques et économiques des exploitations et filières. De nouveaux axes de recherche développement prennent de l'importance autour de la sociologie et de la communication entre le monde agricole et l'ensemble de la population.

3. L'agriculture sous contrôle : dans une ambiance de crise et de méfiance, des règles strictes en matière d'environnement et de sécurité sanitaire

Des réglementations exacerbées se sont mises en place, dans une ambiance de crise et de méfiance, avec des règles strictes en matière d'environnement et de sécurité sanitaire. L'agrofourmiture délaisse l'Europe, tandis que la grande distribution surfe sur la demande en proposant des marques "zéro danger", intégrant les entreprises de production qui peinent à mettre en œuvre des cahiers des charges de plus en plus stricts et coûteux, et à en assumer les responsabilités.

L'agriculteur doit gérer son activité dans le cadre de procédures pré-établies. L'intégration se développe pour les produits courants, tout comme l'agriculture biologique, devenue une composante importante de l'agriculture. Les agriculteurs entrepreneurs et intégrés se sentent moins en difficulté que les autres. Les créateurs entrepreneurs et porteurs de projets personnels se tournent vers d'autres activités, moins encadrées.

Les organismes de recherche et d'appui technique développent des méthodes de contrôle et des expertises, dans le cadre d'audits destinés à aider les agriculteurs à mieux satisfaire les contraintes des cahiers des charges.

4. L'agriculture de service : pilotée par les besoins et demandes des pôles urbains

Le démantèlement des barrières douanières facilite les importations de produits alimentaires de base. Quelques grandes exploitations du Bassin parisien ou du Grand-ouest continuent de produire à prix compétitif, positionnées sur le marché mondial. Les autres s'orientent vers une agriculture "récréative", co-financée par les régions. L'agriculture est pilotée par les besoins et demandes des pôles urbains. Les entreprises de l'agrofourmiture et des IAA délaissent l'Europe tandis que les filières s'affaiblissent.

Les agriculteurs qui produisent pour le marché mondial ont des besoins proches de ceux du scénario libéral. En revanche les exploitations péri-urbaines, ou orientées vers la réponse aux demandes urbaines formulent des demandes d'appui dans le domaine des services, de l'accueil, de la transformation ...Ce scénario est ainsi le plus favorable aux porteurs de projets personnels et aux créateurs entrepreneurs.

Les organismes de conseil s'orientent vers l'accompagnement dans la mise en place de nouveaux services, personnalisés, dans le cadre d'une agriculture de proximité visant à répondre à une nouvelle demande sociale.

5. L'agriculture s'adapte à un contexte d'énergie chère dans la durée

La mise en œuvre de productions agricoles alternatives aux énergies fossiles, chères, a relancé le consensus autour de l'utilité sociale de l'agriculture.

Le contexte reste toutefois concurrentiel et la concentration des structures se poursuit (180 000 exploitations). Les agriculteurs entrepreneurs et innovants se développent au détriment des systèmes plus traditionnels.

Les efforts des organismes de recherche et de développement sont tournés vers l'optimisation énergétique et la mise au point de nouvelles technologies, plus compétitives. Les collaborations entre filières animales et végétales se sont renforcées, dans le cadre d'une agriculture de plus en plus raisonnée à l'échelle du territoire.

5 Conclusion

Notre première approche des façons de penser leur métier par les agriculteurs, met en évidence une très grande diversité. Le monde agricole nous paraît ainsi extrêmement différencié, non seulement en matière de systèmes de production, ce qui est connu et montré depuis de nombreuses années, mais surtout en matière d'univers de pensée et de cadre de référence. Nous pouvons à la fois confirmer notre hypothèse de départ (l'ouverture croissante du monde agricole aux valeurs du reste de la société), avec 3 de nos six profils qui se réfèrent explicitement aux valeurs extérieures au milieu dans la définition de leur métier : les deux profils d'entrepreneurs et les porteurs de projets personnels. Mais nous avons identifié 3 profils qui se définissent clairement en références aux valeurs agricoles « historiques », dans une approche traditionnelle ou résolument moderne. La diversité du monde agricole semble plutôt s'accroître que disparaître. Rappelons cependant que les agriculteurs se situent souvent « à cheval » entre plusieurs profils, ou qu'au cours de leur carrière ils ont parfois évolué d'un profil à l'autre.

Les principales transformations en cours dans le métier d'agriculteur semblent d'autre part être de plusieurs natures :

- la poursuite d'une « professionnalisation », engagée depuis plusieurs décennies, et pour laquelle les compétences d'organisation, de gestion économique et humaine de l'entreprise prennent une importance croissante ;
- l'intégration dans le métier et dans les pratiques, d'exigences qui viennent de « l'extérieur du milieu agricole », avec une prise en compte croissante dans les activités d'enjeux environnementaux, de qualité des produits, de bien-être des animaux, et un poids croissant de l'administratif dans les activités quotidiennes ;
- l'incorporation, pour un nombre croissant d'agriculteurs des valeurs et normes du reste de la société (séparation des sphères professionnelles et familiales, aspiration au temps libre, aux loisirs et aux vacances, volonté d'avoir des modes de vie comparables...) ;
- l'identification au monde et aux valeurs de la petite et moyenne entreprise pour une part plus importante des agriculteurs....

- Cette identification incite les agriculteurs à mettre en avant leur volonté d'indépendance, d'autonomie, alors que dans les faits, ils sont souvent en relation et en interdépendance étroite avec de nombreux organismes (pour l'approvisionnement et la vente de produit, pour le conseil). Leur revenu lui même dépend le plus souvent largement des systèmes d'aide à l'agriculture;

Bref, les valeurs, l'univers de pensée des agriculteurs évoluent fortement, mais tout en restant extrêmement diversifiés.

Les scénarios que nous proposons se situent à un horizon relativement rapproché (2015), aussi ne prennent-ils pas en compte tous les bouleversements auxquels l'agriculture se trouvera confrontée dans les prochaines décennies, notamment le réchauffement climatique ou l'augmentation forte de la population mondiale (mieux pris en compte dans Emorin 2050 par exemple). Il s'agissait pour nous de fournir des éléments d'orientation pour les prochaines années aux organismes qui travaillent pour et avec les agriculteurs, plutôt que de comprendre les enjeux à long terme pour les filières agricoles.

Les cinq scénarios décrits constituent des ensembles vraisemblables, cohérents et pertinents pour envisager les positionnements des métiers de la recherche appliquée et du conseil agricole, même s'ils ne prétendent pas décrire un avenir unique. Ils se situent en amont de décisions stratégiques pour prévenir les futurs indésirables, promouvoir les évolutions souhaitées, ou tout simplement se préparer aux changements car « regarder l'avenir bouleverse le présent » (Gaston Berger). Pour les agriculteurs, ils présentent différentes orientations possibles selon leurs choix, leurs possibilités, les régions dans lesquelles ils travaillent, entre la production de masse dans de grandes structures, la production énergétique, les démarches de qualité, les services au public, en fonction de leur situation et de leurs visions de leurs métiers. Ils soulignent également que quelles que soient les options, nous assisterons à une certaine concentration des exploitations et à une meilleure prise en compte des exigences environnementales et énergétiques. Pour les organismes de recherche et de développement, ils ouvrent la possibilité à plusieurs stratégies. Certains peuvent faire le pari du développement d'une agriculture libérale, éventuellement couplée avec la production d'énergie. Il s'agira alors de développer des compétences dans les domaines techniques, sur la protection de l'environnement, sur les différentes formes de production et d'économie d'énergie, sur la productivité du travail, mais aussi sur l'organisation et la gestion d'entreprises à plusieurs travailleurs. Certains peuvent, à la place, où en plus du choix précédent, miser sur le développement dans certaines zones de systèmes tirés vers la réponse aux demandes urbaines, qu'il s'agisse de produits de qualité différenciée, de transformation à la ferme, d'accueil ou d'autres services rendus aux citoyens. Outre des approches techniques spécifiques, cela voudra dire développer des compétences dans les domaines de la sociologie et de la communication avec le public. Cela reviendra à passer d'une politique de développement définie a priori au niveau national ou local à une politique d'appui aux projets individuels des agriculteurs. Il s'agira de prendre en compte encore davantage qu'aujourd'hui la diversité de leurs situations et de leurs objectifs, que ceux-ci concernent la production de biens ou de services. Cela implique une transformation importante des métiers du conseil agricole, telle qu'elle est évoquée dans Rémy et al 2006).

Références bibliographiques :

- Aggeri F., Fixari D., Hatchuel A., 1988. Les chercheurs et l'innovation, regard sur les pratiques de l'INRA. Synthèse. INRA Editions, pp 394-423.
- Aggeri F., Hatchuel A., 2003 Ordres socio-économiques et polarisation des la recherche dans l'agriculture : pour une critique des rapports science/société. Sociologie du travail, Janvier 2003
- Allaire G., 2001 Les compétences professionnelles et agricoles et les défis de la multifonctionnalité. Intervention au séminaire PROSPEA : Loi d'orientation, savoirs et qualifications professionnelles.
- Allaire G., 2002-2. Qualification professionnelle et régime de responsabilité. La crise de l'identité professionnelle agricole. Soumis à Sociologie du Travail.
- Allaire G., Dupeuble T., 2002-1. De la multifonctionnalité de l'agriculture à la multiévaluation de la production agricole : vers l'émergence d'un nouveau système de compétences. Colloque de la SFER, 22 et 23 mars 2002.
- Ambroise R., Bonneveaux F., Brunet V., 2000. Agriculteurs et paysages, Educagri Editions, Dijon.
- Apfelbaum M. (Ed), 1998. Risques et peurs alimentaires. Paris, Odile Jacob.

Blanchet A., Gotman A., 1992. L'enquête et ses méthodes : l'entretien. Nathan Université, 128

Bonny S., 2000. les consommateurs, l'agriculture, la qualité et la sécurité des aliments. Une analyse du questionnement des consommateurs et des réponses apportées. INRA, Productions Animales, Vol 13, n°5, pp287-302

Bousquet et al., 2001. Démarche Prospective, les compétences à développer dans les ICTA. Rapport final du Projet de recherche ACTA/ICTA n°99/27-5

Burgat F., 2002. La demande concernant le bien être animal. INRA, Courrier de l'environnement n° 44, pp 65-68

Brives H., Atrux M., 2006, in Conseiller en agriculture INRA Educagri

Callon M, 1995 Four models for the dynamics of sciences, In Handbook of science and technology studies. Jasanov et al Eds. Sage publications, London.

CES Conseil économique et social, 2003, « place et rôle des agriculteurs et attentes de la société », contribution de Eric Birlouez., 59p, sur site internet

Chapuy P, 1999. Sécurité alimentaire et environnement. Une analyse du jeu d'acteurs par la méthode Mactor. Cahier du Lipsor n°11, Mai 1999.

Chapuy P, Monti R, 1998 : "La filière agricole et l'environnement : scénarios 2010 par la méthode Delphi Abaque de Régnier", Cahier du Lips n°9, mars 1998.

Commission Européenne Direction générale de l'Agriculture, 1999. Réforme de la PAC : Une politique pour l'avenir

Couture D., 1998. Enjeux actuels en sociologie des professions. Sociologie et sociétés, XX, n°2, pp 5-7

Darré JP., Le Guen R., Lemery B., 1989. Changement technique et structure professionnelle locale en agriculture, Economie Rurale n°192 – 193, pp 115-122

Degrange B., 2001. La mise à l'épreuve d'une profession. Le travail de redéfinition du métier d'éleveur charolais. Thèse de sociologie. INRA.

Dockès AC., Lenormand M., Kling-Eveillard F., Madeline Y., 1999. Vers l'intégration de différentes démarches de conseil aux éleveurs. Renc. Rech. Ruminants, 6, pp 55-62.

Dourlens P, 2004, La représentation sociale du métier chez les viticulteurs du Véron. Mémoire de maîtrise de sociologie, sous la direction de F. Clavairolle. Université de Tours. Septembre 2004

Dubar C., Tripiet P., 1998. La sociologie des Professions. Paris, Armand Colin

Emorin JP, 2007. L'avenir de la filière agricole à l'horizon 2050. Rapport d'étude et d'information du Sénat. Présenté à la séance du 31 Janvier 2007.

FARRE, 2001. Actes des 4ièmes rencontres de l'agriculture raisonnée. Maison de l'UNESCO, Paris, 10 janvier 2001.

Farrugia A. 2000, L'eau et les herbivores, les chemins de la qualité, Institut de l'Elevage

Ghiglione R., Matalon B., 1998. Les enquêtes sociologiques. Théories et pratiques. Armand Colin

Godet M, 1997. Manuel de prospective stratégique, tome 2 : l'art et la méthode, Dunod.

Godet M, 1999. " La boîte à outils de prospective stratégique Cahier du Lips n°5 juin 1999

Godet M, 2007. Prospective stratégique. Problèmes et méthodes. Cahier du Lipsor n°20. Janvier 2007.

Godet M., 2001. Manuel de prospective stratégique. Tome 1 : une indiscipline intellectuelle ; et tome 2 : l'art et la méthode. Paris, Dunod

Guillaumin A., Dockès AC., Perrot C. 1999. Des éleveurs partenaires de l'aménagement du territoire, des fonctions multiples pour une demande sociale à construire, INRA, Courrier de l'environnement n°38, pp 5-22

Hatchuel A., Et Weil B., 1999. Design oriented organizations. Toward a unified theory of design activities. 6th international product development management conference, Cambridge, UK, July 5,6.

Hervieu B, 2002, « les modifications des références liées au métier d'agriculteur », article paru dans Parlons-en, n°114, 4p, revue de la direction de l'enseignement et de la recherche. Ingrand S, Carrasco I, Devun J, Laroche JM, Dédieu B., 2001. L'implication des éleveurs de bovin viande dans les filières de qualité correspond-elle à des conduites d'élevage spécifiques ?. INRA, Prod Anim, 14, pp 105-118

Hervieu B, Flamant JC, Jouvenel de H, 2003. INRA 2020. Alimentation, Agriculture, Environnement. Une prospective pour la recherche. Futuribles.

Hervieu B., 1994. Les champs du futur. Paris, Julliard

Jodelet D., 1989. Les représentations sociales. Paris PUF

Jouvenel (de) H., 1999. La démarche prospective : un bref guide méthodologique. Futuribles n°247 pp 47-68

Kaufmann JC, 2004. L'invention de soi, une théorie de l'identité, Armand Colin

Lacombe P. (dir.), 2001. Agriculture et territoires. Quatre scénarios pour 2015. Travaux et Recherches de Prospective, n°15.

Lacombe P., 1999. Les agriculteurs et la société. Quelles fonctions, quels métiers. In Agriculture et alimentation en quête de nouvelles légitimités. Economica

Lahlou Saadi, 1998. Penser Manger. Paris PUF

Landais E., 1998. Agriculture durable, les fondements d'un nouveau contrat social. INRA, Courrier de l'environnement n°33, Latour B., 1989 La science en actions. La Découverte. Paris.

Larrère C, Larrère R., 2001. L'animal, machine à produire, la rupture du contrat domestique. In Les animaux ont-ils droit au bien être. Burgat F Ed. INRA Editions. pp9-24.

Laurent C, 1999. Activité agricole, Multifonctionnalité, Pluriactivité. Rapport rédigé pour le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche dans le cadre du comité d'experts sur les Contrats Territoriaux d'Exploitation

Le Guen R., Sigwald A., 1999. Le métier d'éleveur face à la politique de protection de la biodiversité. Economie Rurale n°249. pp 41-48

Lemery B., 2003. Les agriculteurs dans la fabrique d'une nouvelle agriculture. Sociologie du travail 45/1

Magne MA et al., 2005, Renc. Rech. Rum., 12, pp 65-69

Mathieu N. (Ed.), 1995. L'emploi rural, une vitalité cachée. Paris l'Harmattan, 186p.

Meynard, Aggeri, Coulon, Habib, Tillon 2006. Rapport "Recherches sur la conception de systèmes agricoles innovants", INRA, septembre 2006, 18p.

Mer R., 2001. Vache folle, du rôle des médias en temps de crise. INRA, Courrier de l'environnement n° 43.

Mieville-ott V., 2000. Les éleveurs du Jura suisse face à l'écologisation de leur métier. INRA, Courrier de l'environnement n°41

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 2002. Référentiel de l'Agriculture Raisonnée. CSO du 8 janvier 2002.

Minvielle Y. , 1998. Construire la notion de compétences. Pour, n°160 Déc 98, Territoires et compétences, pp 95-107.

Mousli M, 2004. Pays Basque 2010 : Une prospective participative dans un territoire d'exception. Cahier du Lipsor n°15. Juin 2004

OCDE, 2001. Multifonctionnalité, élaboration d'un cadre analytique. Résumé et conclusions

Pujol JL., Dron D., 1998. Agriculture, monde rural et environnement : qualité oblige. Rapport à la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Paris, La documentation Française.

Sainte Marie C, Prost JA, Casabianca F, Casatla E., 1995. La construction sociale de la qualité. Enjeux autour de l'Appellation d'origine Contrôlée « Broccui Corse ». In Agro-alimentaire : une économie de la qualité. Nicolas F., Valceschini E. Ed. INRA Economica.

Salvi E, 2005. Agriculteur en Soule : un métier attractif ? . Mémoire de fin d'étude de l'ISARA

Schaller N. 1993, The concept of agricultural sustainability. Agriculture, Ecosystems and Environment, 46, pp 89-97. Elsevier Science Publishers B.V. Amsterdam

Sens S., Soriano V., 1998. Elever pour tuer. Une approche socio-zootéchnique. Ethnozootéchnie, n°61, pp 9-18.

WTO 2000 negociation on agriculture- EC comprehensive negociating proposal, conclusions of the Agriculture concil 20 and 21 nov 2000

Rémy J, Brives H, Lemery B, coord, 2006. Conseiller en agriculture, INRA Educagri Eds.